

## **FCE CFDT – 14 mai 2025**

Congrès, amis,

C'est un honneur pour moi de pouvoir me joindre à vous aujourd'hui au nom des 7 millions de travailleurs de l'industrie, des mines et de l'énergie organisés dans IndustriAll Europe.

Merci à toutes et à tous les collègues de la FCE-CFDT qui sont actifs dans nos réseaux et nos travaux.

Je tiens tout particulièrement à remercier Dominique BOUSQUENAUD pour son rôle actif au sein d'IndustriAll Europe. Cela a pris de nombreuses formes, mais je voudrais particulièrement souligner un élément : le renouveau des syndicats et la promotion de la voix des jeunes syndicalistes. Dominique a été un soutien proactif des activités de notre réseau de jeunes – ce dont nous sommes vraiment reconnaissants – et nous avons été impressionnés par la façon dont la FCE CFDT a relevé le défi auquel sont confrontés de nombreux syndicats pour recruter et mobiliser de jeunes membres. Il s'agit d'un héritage important et nous te souhaitons tout le meilleur Dominique dans ton prochain chapitre.

Partout en Europe, les travailleurs des secteurs industriels sont confrontés quotidiennement à de dures réalités : restructurations, fermetures d'usines, investissements retardés et baisse de la demande alimentée par les mesures d'austérité et la crise du coût de la vie. Selon Eurostat, jusqu'à 4,3 millions d'emplois sont aujourd'hui menacés si des mesures immédiates ne sont pas prises.

Le 5 février dernier, 6000 travailleurs du nord, du sud, de l'est et de l'ouest sont venus à Bruxelles avec un appel commun : l'investissement dans les emplois industriels de qualité.

Dans 3 semaines, plus de 600 syndicalistes se réuniront lors de notre 4e Congrès à Budapest avec le slogan « UNIR LES TRAVAILLEURS POUR UN FUTUR INDUSTRIEL. »

Chers délégués, nous vivons un moment charnière de l'histoire.

À tous égards, l'industrie européenne subit des pressions extraordinaires : dépendances stratégiques vis-à-vis des composants et

de l'énergie, guerre commerciale et tensions accrues de part et d'autre de l'Atlantique, et exigences d'une transformation économique massive.

Nous sommes engagés dans une révolution énergétique et industrielle, alors que la guerre fait rage en Europe, qui met à l'épreuve la force de nos structures démocratiques.

Les attaques contre les syndicats et nos valeurs sont de plus en plus coordonnées.

Les stratégies court-termistes des multinationales – en privilégiant les réductions de coûts, les dividendes excessifs et les rachats d'actions plutôt qu'au réinvestissement des bénéfices – ont encore sapé le dynamisme et la résilience de nos industries.

Stratégies de maximisation des profits – presser encore plus les travailleurs et retirer de la valeur à nos industries.

La baisse de la part des salaires qui en a résulté et la baisse ou la stagnation des salaires réels ont permis de faire monter en flèche les profits. L'Europe est le leader mondial de la distribution de dividendes (en hausse de 25 % l'année dernière à 46 milliards d'euros).

L'extrême droite utilise ce contexte d'incertitude économique pour diviser et trouver des boucs émissaires. Les récents développements aux États-Unis sont un autre signal d'alarme à la montée très inquiétante de l'extrême droite à travers le monde. En Europe, le grand signal d'alarme est venu avec les résultats des dernières élections au Parlement européen en juin 2024, lorsque les partis d'extrême droite ont réussi à accroître leur présence.

Nous sommes confrontés à des attaques substantielles contre les victoires récentes que nous avons obtenues au niveau européen. Récentes victoires syndicales pour les travailleurs sur plateforme, la directive sur le salaire minimum, ou le devoir de vigilance sur les chaînes de valeur. Les règles sont attaquées par un programme de dérégulation sous couvert de « simplification ».

Mais les recettes ratées d'hier que sont l'austérité, la flexibilité du marché du travail et la privatisation ne feront qu'exacerber les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Les mesures d'austérité ont mis à nu les filets de protection sociale, augmenté le travail précaire et sapé les inspections du travail, avec une augmentation des accidents du travail mortels dans près de la moitié

des États membres de l'UE. L'austérité a non seulement un coût économique, mais aussi des conséquences politiques.

Il n'existe pas de solution Business As Usual pour l'industrie européenne.

L'Europe doit résoudre de toute urgence l'insécurité économique et sociale qui est à l'origine de la colère et de la peur croissantes dans nos sociétés.

Une autre voie est possible.

L'investissement et la démocratie industrielle sont des antidotes à notre instabilité économique. La décarbonation doit rester l'objectif, sur la base du Green Deal, mais l'Europe ne peut pas être prospère ou pacifique sans de bons emplois industriels. Nos industries énergétiques et manufacturières sont à la base de nos États-providence et de notre cohésion sociale, mais elles sont également la clé de notre souveraineté politique.

L'Europe ne doit pas être un projet purement économique. L'Europe doit aussi être sociale, c'est-à-dire répondre aux besoins des citoyens.

Chers Collègues, un mouvement syndical fort et uni est une condition préalable.

À juste titre, la réalisation de nos objectifs climatiques est une priorité politique et sociétale, c'est pourquoi les politiciens ont la responsabilité directe de mettre en place une politique économique active et le cadre politique et les outils nécessaires pour mettre en œuvre une transition ordonnée et juste, avec l'implication des travailleurs et la sécurité sociale au centre. C'est le moment de faire preuve de courage politique et industrielle, et non des gadgets politiques.

À la suite de notre campagne commune, l'Europe a finalement reconnu que nous avons besoin d'une politique industrielle adaptée aux défis de notre temps, liée à des conditionnalités sociales sur tous les financements et marchés publics qui garantissent le maintien et la création d'emplois de qualité et la participation des travailleurs, à tous les niveaux de l'entreprise.

Mais ces mesures proposées manquent à la fois d'urgence et de financement nécessaire.

Cette insuffisance est d'autant plus frappante par rapport à l'initiative « Réarmer l'Europe », qui a été mise sur la table à grands pas de suite après le passage de Zelensky dans le Bureau ovale. L'UE a proposé de débloquer 800 milliards d'euros et d'exempter les dépenses militaires des règles budgétaires révisées de l'UE

Aux côtés de la CES, nous demandons une suspension totale des règles budgétaires de l'UE.

Potentiellement, les choses bougent. La décision prise à Berlin au sein du nouveau gouvernement de coalition a déclenché des aides publiques pour le renouvellement des infrastructures énergétiques et de transport, ainsi que pour les dépenses militaires.

De plus en plus de gouvernements reconnaissent que les investissements dans le secteur de l'énergie et les infrastructures critiques sont aussi importants pour notre sécurité que le matériel militaire. Quelle que soit son origine, la panne d'électricité en Espagne a renforcé cette réalité. La Commission a présenté un plan d'action pour une énergie abordable reconnaissant la nécessité de garantir la sécurité de l'approvisionnement et l'accessibilité financière. Cependant, il manque un élément clé qui change la donne, notamment l'absence de mesures spécifiques pour réformer la régulation du secteur de l'électricité et découpler les prix du gaz et de l'électricité.

Les changements géopolitiques ont fait en sorte que des idées jusqu'alors impensables ont été intégrées dans la politique de l'UE. Un bon exemple serait la « préférence européenne », qui est de plus en plus proposée pour garantir le maintien des chaînes de valeur industrielles en Europe et promouvoir la demande de produits et de matériaux plus propres, mais actuellement plus chers. Cela a été salué par industriAll Europe.

Sur le plan sectoriel, une stratégie sectorielle européenne pour la chimie sera présentée avant l'été, à la suite des récents plans d'action pour les métaux de base et l'automobile. Nous nous efforçons de faire en sorte que les points de vue des travailleurs de l'industrie soient entendus dans sa formulation. À notre avis, l'industrie chimique doit être reconnue comme stratégique. C'est pourquoi nous demandons une loi ambitieuse sur les produits chimiques critiques. Les investissements devraient être liés à des conditionnalités sociales spécifiques afin de garantir la création d'emplois de qualité, un dialogue social fort et des possibilités

de formation pour soutenir les travailleurs tout au long de la transition, ainsi qu'une augmentation du nombre et de la qualité des apprentissages.

Notre contexte changeant et la transformation en cours exigent un nouveau contrat social avec le gouvernement et l'industrie, et il doit apporter des dividendes aux travailleurs, en nous donnant un intérêt dans la prise de décision en tant que maîtres de notre propre destin.

Chers collègues, comme dans toutes nos luttes en tant que mouvement, on ne nous a jamais donné quelque chose facilement. Nous nous sommes mobilisés collectivement et nous nous sommes battus pour obtenir nos victoires, et c'est ce que nous devons continuer à faire ensemble.

Cela exige le renforcement de nos alliances, en redoublant d'action.

Nous sommes la génération qui doit s'engager dans cette lutte. Nous comptons sur vous et sur le FCE CFDT pour être à nos côtés. Nous sommes impatients de travailler avec la nouvelle direction de manière aussi constructive et active que nous l'avons fait avec Dominique.

**Solidarité!**